

Communication, Education et culture dans l'économie politique d'Internet

César Ricardo S. Bolaño

*Maria de Fátima M. Lima**

L'apparition et le développement d'internet, en tant que réseau mondial qui attire un nombre croissant d'individus, de réseaux et d'organisations, est quelque chose de distinct, en ce qui concerne la qualité, de ce qui s'est passé, à son époque, avec d'autres innovations technologiques dans le secteur de la communication, comme la radio, la télévision ou le téléphone. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une nouvelle technologie, mais de l'articulation d'une série de technologies (nouvelles et anciennes), formant un nouvel espace de sociabilité qui – à partir du moment où il s'est montré potentiellement fonctionnel pour la restructuration productive en cours – a été assumé par les gouvernements des principales puissances capitalistes comme un élément important pour sortir de la crise. C'est à partir de là qu'ont surgi tous les programmes de la Société de l'Information et des Autoroutes de l'Information qui sont en train de conduire, effectivement, à la restructuration de la sphère publique à un niveau global.

L'internet porte, d'un autre côté, une flagrante contradiction, en fonction de ses caractéristiques intrinsèques et de son histoire, montrant des possibilités de communication entre les individus et les groupes sociaux qui ne s'adaptent pas directement aux nécessités de l'accumulation capitaliste et aux intérêts hégémoniques. C'est la contradiction propre à toute sphère publique – dans la lutte pour maintenir son autonomie en relation avec les intérêts coloniaux de l'Etat et du capital – qui se manifeste maintenant dans un espace virtuel, mobilisant – pour le bien ou pour le mal – les nouveaux et puissants instruments qu'offrent les technologies de l'information et de la communication.

Ainsi, il y aura nécessairement une tension entre les intérêts commerciaux qui s'étendent de manière étonnante dans le réseau et l'intérêt du public. Les anciennes discussions se mélangent ici sur la tension entre le service public et d'affaire – propre à la structuration des systèmes de radiodiffusion – et sur le service universel et le caractère de bien

* Professeurs à l'Universidade Federal de Sergipe – UFS (Brésil).

public du système – caractéristique du débat sur les modèles d'organisation des télécommunications -, en même temps que la question de l'interactivité et de ses possibles conséquences pour la démocratie recommence à se poser d'une forme renouvelée.

La fin du siècle a aussi rallumé le débat sur le lieu de l'éducation, perçue par quelques chercheurs comme une catégorie centrale, tant au niveau des analyses économiques qu'éducationnelles, considérant la connaissance comme étant le capital du XXIème siècle. Malgré le fait que l'on ne mette pas sur un pied d'égalité l'éducation et le travail dans la société actuelle, il existe un accord sur le fait que les chemins de l'éducation et de la communication se croisent fortement et se caractérisent comme des éléments importants du processus économique. Le discours des économistes officiels – et leur pratique en matière de politique économique – a fait ressortir, comme étant positive, la tendance à l'emploi de main d'oeuvre qualifiée, scolarisée et économique, dédiant peu d'attention aux conséquences survenues dans l'actuel processus de reconversion productive mondiale, comme la segmentation du marché du travail ou même de l'affaiblissement d'importantes formes d'organisation de la société civile.

Les politiques éducationnelles, à leur tour, marquées par l'économisme, réduisent la question de l'éducation à la paire efficacité-inefficacité dans la gestion et l'administration des ressources matérielles et humaines, minimisant la notion de conflit et maximisant celle de coopération qui, on suppose, rendrait viable une augmentation de la productivité, capable de solutionner l'ensemble des problèmes « communs à toutes les classes sociales ». Ce type de raisonnement exalte le déterminisme technologique et inhibe n'importe quelle tentative de compréhension du phénomène en tant que processus de construction sociale, réaffirmant le prétendu privilège de la raison technique sur la sociale.

Ainsi, le gouvernement investit massivement sur une politique éducationnelle qui privilégie l'utilisation de moyens de communication dans l'éducation, au détriment d'une autre, de l'éducation de masse critique et libératrice, qui ferait de l'école et des moyens de communication, l'espace de systématisation de la connaissance requise par la civilisation urbaine et rurale, scientifique et technologique, visant à la construction d'une nouvelle citoyenneté. Internet, étant correctement socialisé à partir d'une politique d'universalisation d'accès qui garantisse la connexion des écoles, pourrait ne pas être uniquement un instrument,

mais une pratique sociale de consolidation du processus démocratique, un espace dialogique de lutte, une vraie agora virtuelle.

L'opportunité de l'éducation et de la communication, comme facteur de culture et de démocratisation, rachèterait le lien perdu historiquement, se libérant des amarres de l'espace et du temps scolaire, s'universalisant, par le pouvoir de la virtualité conférée aux réseaux, à l'accès à plusieurs cultures, aux lieux, aux espaces, au temps, aux savoirs, aux classes sociales, leur présentant une plus grande communicabilité et sociabilité à partir de l'interactivité. Penser le politique à partir du phénomène de l'éducation et de la communication, c'est chercher à comprendre le phénomène culturel et de communication qu'est la politique, comme un phénomène spécifique d'un être qui parle et qui spécifie par la parole. Ainsi, Internet pourrait conférer, tant à l'éducation qu'à la communication, le caractère innovateur, socialisateur, démocratisateur et communicationnel du processus de l'enseignement-apprentissage et du domaine des connaissances et des informations.

Dans ces conditions, trois questions s'imposent:

1. La croissante importance des technologies de l'information et de la communication, en plus des conséquences économiques fondamentales, qui viennent du fait qu'elles agissent sur le propre coeur de la production, augmente le pouvoir des moyens de communication, provoquant des altérations significatives dans les pratiques politiques et, par conséquence, rendent le champ politique chaque fois plus dépendant de l'espace publique organisé par ces moyens.
2. L'éducation se trouve également dans l'essentiel du mode de production. Penser à l'éducation et à la communication comme à des phénomènes politiques, comme à une action, comme à un réseau de relations sociales – transformateur ou conservateur -, constituant et constitué de significations et de pouvoir, dans la perspective de la Critique de l'Economie Politique et de l'interdisciplinarité – caractéristique nécessaire à la connaissance de la problématique de la communication et de la culture – est un des défis du nouveau siècle.

3. Il convient de reprendre, de manière critique, la question plus strictement économique en jeu, parce que défendre la nécessité de se potentialiser les tendances éventuellement libératrices et émancipatrices qu'Internet porte, passe pour considérer les différentes logiques sociales en question dans son opération et les modèles de financement qui les soutiennent, structurés à partir des hiérarchies et des conflits d'intérêts que traversent les différents champs sociaux.

I

En ce qui concerne la première question, il faut éclaircir que l'augmentation du pouvoir des moyens de communication ne se traduit pas nécessairement par le renforcement des acteurs qui ont traditionnellement construit son hégémonie en un des marchés du macro-secteur de communications – audiovisuel, télécommunications et informatique. Bien qu'ils maintiennent une position de relief dans chacune de ces zones, le fondamental est que le secteur même des communications subit une importante restructuration, partie de la restructuration capitaliste en cours. Ceci amène nécessairement à ce que d'importants acteurs sociaux, anciennement éloignés de ce secteur, commencent à contester l'hégémonie de ceux qui sont là, en ce qui concerne, tant le marché que l'Etat.

Dans le premier cas, le processus est apparemment contradictoire en termes, puisque, tant dans l'audiovisuel que dans les télécommunications ou dans l'informatique, la tendance incontournable à la concentration et à la centralisation du capital est accompagnée de mouvements de convergence de marchés – qui viennent de la convergence technologique qui ouvre de nouvelles possibilités d'action pour les grandes entreprises oligopolistiques, qui commencent à transiter par les trois secteurs, promouvant tout type de fusions et d'alliances et dynamisant, avec ceci, la concurrence chez chacun d'entre-eux. Ces mouvements sont accompagnés, en plus, par des alliances stratégiques avec des acteurs locaux de moyenne portée, beaucoup d'entre-eux bénéficiant de la rupture des monopoles, fait exacerbé par l'augmentation du nombre de petits capitaux associés, fruit de la tercerisation et de la propre augmentation de l'importance du secteur dans l'intérieur du système.

On doit considérer, en plus, que, dans une nouvelle situation de changement technologique accéléré, les marchés en général deviennent plus contestables, surtout dans un

secteur où les innovations ont permis l'apparition de nouveaux marchés en concurrence directe avec les marchés traditionnels. C'est le cas, par exemple, des télécommunications, avec l'apparition de diverses formes alternatives de transmission de signaux, de manière à ce que les opérateurs historiques, propriétaires des grandes infrastructures du service public traditionnel, s'affrontent avec de nouveaux *players* qui se situent dans des niches – ouvertes à partir de la réglementation de l'offre de nouveaux services – à partir desquels des vols plus hauts peuvent être (ont été effectivement) atteints. Internet est un cas de ce genre: la possibilité technique de la téléphonie vocale sur le IP menace les opérateurs historiques dans leur principal commerce, au moment où d'importants investissements sont réalisés par les nouveaux acteurs pour offrir une communication internationale de haute qualité et bon marché pour les principaux utilisateurs corporatifs globaux.

Mais rien de ceci ne devrait nous surprendre, parce que, comme Marx s'est fatigué à l'affirmer, l'augmentation de la concurrence ne s'oppose pas à l'avance de la concentration et de la centralisation, bien au contraire. Concurrence et monopole, loin d'être la matérialisation de deux types idéaux exclusants comme ceux que l'orthodoxie économique définit, représentent les deux côtés de la même monnaie : celle de la dynamique expansive et contradictoire du système capitaliste.

En ce qui concerne l'Etat, il y a une contradiction dans le processus, qui vient du changement global dans le mode de régulation, qui va dans le sens d'une ample privatisation du système, fruit évidemment de la propre augmentation de son importance en tant qu'espace d'investissement capitaliste, ce qui amène, de manière pas tout à fait claire, à la nécessité d'un renforcement de certains mécanismes de contrôle de l'état, dû au caractère absolument stratégique du secteur dans la nouvelle situation. La question est complexe parce qu'elle est liée à un mouvement, également lié à une restructuration capitaliste globale, de reconfiguration du rôle de l'Etat, qui peut confondre les analystes, dans la mesure où le nouveau mode de régulation se caractérise, au contraire du précédent, par un renforcement des formes mercantiles au détriment du contrôle direct de l'Etat. Mais ce n'est pas pour cela que ce dernier perd de l'importance dans la régulation du marché. Au contraire, son action devient encore plus cruciale dans la régulation et dans la planification de ce qui est convenu d'appeler la Société de l'Information – bien que dans un autre sens et de manière totalement

différenciée, se prenant comparativement les différents états nationaux, en accord avec leur capacité d'action dans le système global.

Un aspect important et très explicatif à ce propos est celui des agences autonomes de régulation qui, avant tout, contournent les mécanismes classiques de régulation de l'état, affaiblissant, de ce fait, tant le législatif que l'exécutif, de là l'autonomie, bien que relative, de ces agences -, en faveur d'un modèle de régulation très perméable, dans un certain sens, aux intérêts privés, mais également, et pour cela même, plus professionnel et moins sensible au type d'influence politique que le secteur privé avait sur l'Etat dans la période antérieure. L'exemple de l'évolution du modèle brésilien de régulation de l'audiovisuel est intéressant à ce sujet.

C'est un consensus entre les principaux chercheurs de ce sujet au Brésil que le fait du vieux modèle, développé à l'ombre du Code Brésilien de Télécommunications (CBT), de 1962, a débouché sur la constitution d'un oligopole national dans le secteur de la radiodiffusion – spécialement dans la télévision de masse – dominée par un nombre extrêmement réduit d'entreprises, localisées sur l'axe de Rio de Janeiro – São Paulo, qui, vu la limite légale à la propriété de concessions de chaînes, constituent des réseaux nationaux par l'affiliation des concessionnaires locaux dans tout le pays, garantissant une centralisation impressionnante de la production et de la gestion de celles-ci. Les filiales, dans chaque municipalité ou état de la fédération sont des concessionnaires de service public de radiodiffusion et le système de concessions, manipulé politiquement par le gouvernement fédéral, a fini par définir un cadre d'alliances où chaque espace particulier – à de rares exceptions près – le principal chef politique local est l'associé du premier réseau, le deuxième chef, de la deuxième et ainsi de suite.

Il y a donc une promiscuité reconnue d'intérêts politiques et économiques dans le champ de la communication de masse, qui se traduit par une législation extrêmement favorable aux intérêts des concessionnaires et pratiquement nulle en matière de défense de la concurrence et du consommateur. Le modèle devient ainsi plus imperméable du moment que, pendant le gouvernement de transition de José Sarney, le système de concessions est amplement utilisé comme monnaie politique par le gouvernement, au point que, aujourd'hui, une partie expressive du Congrès National a des intérêts directs sur la propriété des émetteurs de radio et de télévision.

Le système de télécommunications, contrôlé par l'Etat, complétait le modèle et c'est justement le processus de restructuration de ce secteur, qui culmine dans la fragmentation de la *holding* de l'état Telebrás et sa privatisation, en 1998, qui amènera une nouvelle situation, où se maintient pour l'essentiel la structure de la «clienteliste» du secteur de la radiodiffusion, jusqu'à aujourd'hui intouchée, définissant pour les télécommunications un modèle de régulation à part, de type libéral, où le fondamental est la création d'une agence de régulation autonome, l'Agence Nationale de Télécommunications (ANATEL) qui, nonobstant, incorporera, entre ses fonctions, la régulation de toute la télévision segmentée (par câble, MMDS ou DTH), le secteur de pointe justement de l'audiovisuel en ce moment.

Dans le passé, des secteurs progressistes liés à la communication ont été capables de négocier, au Congrès National, des avances formelles dans la législation brésilienne. La Constitution de 1988 et la Loi de la TV à Câble, de 1996, ont incorporé ces avances qui, d'une manière générale, ne seront appliquées – et encore de manière limitée et insuffisante pour se garantir une avance démocratique effective dans le secteur – avec la réforme des télécommunications et la création de l'ANATEL. Aujourd'hui, ces secteurs progressistes paraissent perplexes devant un modèle de régulation déjà pratiquement redéfini, avec encore quelques questions en suspens, opposant des intérêts de groupes économiques et politiques hégémoniques, mais des concurrents, qui défendent y compris des thèses traditionnellement acceptées par la gauche parlementaire, comme la défense de la réserve de marché de l'entreprise nationale dans le secteur de la radiodiffusion, ou, du côté opposé, la rupture des oligopoles de la communication. Bien sûr, ce ne sont pas des questions de principe, mais d'intérêts commerciaux ou politiques particuliers, ceux qui dictent l'adoption d'une ou autre position.²

Dans ces conditions, la politique et l'économie continuent à se mélanger dans le réseau d'intérêts qui articule les différents acteurs hégémoniques et non-hégémoniques, mais maintenant les conflits sont arbitrés différemment. Dans le cas de l'audiovisuel brésilien, récemment, certaines contradictions se sont manifestées, à l'intérieur de l'appareil de l'Etat, dans la dispute entre l'ANATEL, où s'articulent les intérêts des défenseurs du marché et d'une gestion professionnelle – ou technique – des instances de régulation et le Ministère des Communications, où se concentrent aujourd'hui les intérêts des principaux propriétaires de

concessions de radiodiffusion. Mais la question n'est pas si simple, parce que, par exemple, même au sein de ces derniers, il y a des disputes – naturelles se traitant de capitaux individuels en concurrence – comme celui qui sépare les intérêts de l'entreprise leader du marché de la TV de masse de ses principaux concurrents dans la discussion sur la participation du capital étranger dans sa propriété.

L'organe autonome de régulation n'est pas autre chose si ce n'est un espace de plus où s'exerce l'hégémonie et la négociation entre les acteurs importants, espace qui, dans une conjoncture déterminée, peut concentrer plus de pouvoir que les autres et, dans une autre, moins. La nouveauté, c'est que, d'une manière générale, le modèle de régulation est plus orienté par une logique de marché. L'Etat lui-même et ses appareils reflètent cette situation. Le plus important, c'est que cette nouveauté fait partie d'un changement beaucoup plus ample dans la structure de la sphère publique, qui se passe à un niveau global en ce moment de restructuration capitaliste. Nous vivons aujourd'hui la genèse d'une sphère publique globale, extrêmement excluante et asymétrique, même si potentiellement plus critique et autonome que le système manipulateur des grands moyens de communication de masse, qui restent aussi totalitaires qu'avant pour l'immense majorité de la population mondiale.³

II

Internet présente au moins deux facettes importantes en relation avec cette nouvelle sphère publique : celle de moyen de communication de masse, fonctionnant en accord avec une logique d'industrie culturelle, même si restreinte à une parcelle très limitée de la population, et de celle de l'espace public dans le sens de local d'exercice du dialogue et du débat collectif. Espace où peuvent se construire et s'articuler des communautés et des identités transnationales de tout type.

Cela devient crucial, à ce sujet, de reprendre la troisième question posée ci-dessus. Il s'agit d'une discussion amplement développée pour les secteurs les plus traditionnels de

² Sur la politique brésilienne de communication, voir Bolaño, C. R. S., **O modelo brasileiro de regulação das comunicações**. UFS, Aracaju, 2000, mimeo.

³ Bolaño, C. R. S., "Génesis de la Esfera Pública Global". Dans **Nueva Sociedad**, 147, Caracas, 1997.

l'Economie de la Communication et de la Culture⁴ et qui peut (et doit) être étendue pour l'étude d'Internet,⁵ mais qui ne sera pas traitée dans les limites de cet article.

Quel que soit le modèle de financement ou les modèles de financement et les logiques sociales en jeu dans le fonctionnement d'Internet dans le futur, ce qui est intéressant de souligner ici est, qu'au-delà des déterminations analysées ci-dessus, liées aux nécessités de l'Etat et des capitaux individuels, le réseau, comme d'autres moyens de communication, devient, à sa manière, un espace pour la manifestation de syndicats, d'associations, de mouvements sociaux, d'organisations non gouvernementales et sans buts lucratifs et une infinité de groupes non-hégémoniques ou contre-hégémoniques, porteurs, dans tous les cas, de formes alternatives de solidarité et d'organisation sociale.

III

En ce qui concerne la deuxième question posée ci-dessus, si nous regardons le passé éducationnel pas très lointain, nous trouverons le thème central de la relation entre l'éducation et le développement dans les discussions sur la formation des différentes sociétés. Dans le cas du mode de production capitaliste, la connexion entre science et travail est plus contondante, puisqu'elle exige, dans sa genèse, non seulement de l'accumulation primitive du capital, mais également une accumulation primitive de la connaissance de la part du capital.⁶ C'est devenu plus clair, dans les transformations des divers champs de la connaissance, provoquées par le propre processus de restructuration capitaliste dans les deux dernières décades du XXème siècle, ce qui met des défis spécifiques à l'éducation en ce qui concerne les formes d'accès, de production et de socialisation de connaissances. Il s'agit d'une question posée directement, parce que l'organisation du travail et de la connaissance, devient chaque jour plus complexe. *«L'histoire est précisément l'histoire de la révolution constante des formes d'objectivité qui configurent l'existence de l'homme».*⁷

⁴ Voir, entre autres, Flichy, P. **Les industries de l'imaginaire**, Grenoble, PUG, 1980; Salatin, M. **A Qui appartient la télévision ?**, Paris, Res-Babel, 1989. Pour un compte-rendu du débat français sur le thème, voir Bolaño, C. R. S. **Indústria Cultural, Informação e Capitalismo**, São Paulo, Hucitec, 2000, chapitre 4.

⁵ Bolaño, C. R. S. et Vasconcelos, D. S. "Economía de Internet: convergência, poder y hegemonia en la red". In **Esribanía**, Un. De Manizales, Colombia, n. 5, juillet-décembre 2000.

⁶ Bolaño, C. R. S. **Indústria Cultural, Informação e Capitalismo**, São Paulo, Hucitec, 2000, chapitre 1.

⁷ Lukács, G. **História e Consciência de Classe: estudos de dialética marxista**. Porto, Escorpião, 1974, p.207.

Dans l'économie primitive, c'est l'homme qui met les moyens de production rudimentaires à son service. Les techniques sont simples et du domaine de tous, ceci favorise au travailleur une position de contrôle absolu du processus productif. L'homme est propriétaire du temps lui-même et le temps, comme l'a signalé Marx, est l'espace où se développe l'être humain. L'éducation est conçue comme facteur de socialisation spontanée. A la base orale, elle va de bouche en bouche dans les temps mythiques, étant consolidée par les traditions, des rites créés dans les différentes cultures, de la même manière que le langage et la morale. Il n'y avait aucune nécessité sociale de mécanismes ou d'institutions qui impriment chez les enfants une mentalité uniforme.

Le «devoir-être» du fait éducatif, émanant de la racine du propre milieu social depuis la naissance, décline face aux transformations advenues dans la société, originaires du développement éloquent des forces productives et des relations sociales gérées par elles. C'est seulement les transformations des relations sociales qui, quand elles atteignent le centre de l'éducation spontanée, elles l'ont transformée continuellement, arrivant à une organisation systématique, contrôleuse et violente, qui élimine tout son caractère primitif.

Avec l'avènement de la Révolution Industrielle et l'introduction de la machine-outil, rendant possible la simplification des processus productifs, creusant la division sociale du travail, accentuant la séparation entre activité intellectuelle et matérielle, ce qui est devenu crucial dans le monde aujourd'hui. Cependant, elle n'est pas propre à la modernité. Sohn-Rethel⁸ montre qu'une telle séparation se trouve liée à l'existence de la forme de marchandise généralisée, à l'abstraction réelle que la forme de l'argent représente, surgissant, pour la première fois dans l'histoire, dans la Grèce antique. Mais le capitalisme pousse cette séparation à ses limites et ouvre des possibilités – mais seulement des possibilités – de «supériorité». Le capital industriel a été responsable de ce mouvement dans la mesure où il a provoqué la désappropriation de la connaissance des artisans et l'a articulé à la connaissance qui vient du développement scientifique qui se déroulait sur le champ intellectuel. Le travailleur commence alors à ne plus contrôler ni la durée ni l'intensité du travail, puisque seulement la décomposition du processus de travail en tâches simples permet la substitution de l'homme par la machine.

⁸ Sohn-Rethel, A. **Trabalho espiritual e corporal: para a epistemologia da história ocidental**. UFPb, Mestrado em Economia, João Pessoa, 1995.

«Le partage manufacturier du travail les oppose aux forces intellectuelles du processus matériel de production comme propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine. Ce processus de dissociation commence avec la coopération simple où le capitaliste représente devant le travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif. Un tel processus se développe dans la manufacture, qui mutile le travailleur, le réduisant à une fraction de lui-même, et se complète dans l'industrie qui fait de la science une force productive indépendante de travail, la recrutant pour servir le capital».⁹

La machine commence à utiliser le travailleur et non plus le contraire, révolutionnant le mode de production. Le taylorisme approfondit et complète cette logique de subordination du travailleur au capital, défendant ce qu'on appelle «l'organisation scientifique du travail» Braverman analyse la situation de la façon suivante:

«La phase du processus de travail est divorcée autant que possible de la connaissance ainsi que de la préparation sociale et réduite à de simples travaux. Dans cet interim, relativement peu de personnes pour qui l'instruction et la connaissance sont réservées, sont exonérés autant que possible de l'obligation de travaux simples. De cette façon, une structure est donnée à tout le processus de travail qui polarise à leurs extrêmes ceux pour qui le temps de travail est infiniment précieux et ceux pour qui le temps de travail ne vaut presque rien ... Cette nouvelle organisation ne fait pas que modeler le travail, mais également la population, parce que, à long terme, elle crée une masse travail simple qui est l'aspect principal des populations dans des pays capitalistes développés.¹⁰

Ce que l'on constate aujourd'hui, c'est que la connexion entre le travail et la connaissance, dans le mode de production capitaliste, passe chaque fois plus par un processus de simplification, non plus de travail manuel, mais, maintenant, de travail intellectuel, permis par la révolution de la microélectronique, conduisant à un approfondissement, à une ampliation et à une augmentation de la complexité du travailleur social lui-même. Un des liens fondamentaux de ce processus de restructuration capitaliste est l'expansion des Technologies de l'Information et de la Communication, fait qui a amené quelques chercheurs à croire que l'évolution du régime de production capitaliste est fondée sur la science et sur la technologie, présupposant – correctement – que l'étape actuelle du capitalisme à l'information comme force productive d'importance centrale, mais sans observer le fait que c'est encore le travail – et non l'information (ou la technologie) en soi – qui détermine cette centralité.

Le travail continue d'être la source de valorisation du capital et, selon Dantas¹¹, considérant sa nature informelle, prendra de la valeur, dans la mesure où cette valeur est contenue dans l'information traitée, enregistrée et communiquée. La dénomination de la

⁹ Marx, K. **O Capital. Livro I** São Paulo, Civilização Brasileira, 1975, p. 413-414.

¹⁰ Braverman, H. **Trabalho e capital monopolista: a degradação do trabalho no século XX**. Rio de Janeiro, Zahar, 1977, p. 80

¹¹ Dantas, M. "O capitalismo na era das redes". In Lastres, H. M. M. et Abagli, S. **Informação e globalização na era do conhecimento**. Rio de Janeiro, Campus, 1999

Société «Informationnelle» ou de l'Information a son explication dans les changements opérés dans le travail qui vont produire chaque fois plus d'informations et de connaissances. Plus que d'envahir la culture, le capital devient culture, dans le sens le plus ample du terme, et la forme marchandise commence à monopoliser l'ensemble des relations sociales, y compris celles plus internes et plus résistantes à l'expansion de la logique capitaliste.

Etant un champ – constitué par un travail intellectuel considéré jusqu'il y a peu comme improductif¹² - d'accès, de production et socialisation du savoir, d'information et de connaissance, où l'éducation est la cible de ces transformations, car l'approfondissement général de la «subsonction» du travail intellectuel altère de manière significative le processus de travail dans l'école, avec la présence des Technologies de l'Information et de la Communication, qui offrent de nouvelles opportunités de création de processus d'enseignement-apprentissage. Le nouvel exemple de l'accumulation flexible sollicite de la science et de l'entreprise, en ce qui concerne la formation d'un nouveau travailleur, des capacités plus subjectives, comme, par exemple, être plus créatif, responsable et autonome, répondre plus facilement aux difficultés qui surgissent dans le processus de travail, apprendre en permanence, c'est-à-dire continuellement.

Dans le circuit plus spécifique de l'école, on perçoit que les procédures se centralisent sur le secteur de la gestion et sont appelées cercles de qualité, visant la «qualité totale». De cette manière, le travailleur fera le contrôle de son propre travail au sein de l'école, augmentant, en conséquence, les possibilités de contrôle externe et de centralisation du commandement sur le travail éducatif. L'idée de la gestion est très centralisatrice et, même si la technologie favorise une objectivation du travail intellectuel dans l'école, permettant une plus grande apparence d'autonomie, la division entre ceux qui pensent et ceux qui agissent continue.

D'une manière générale, les études qui rendent compte de la relation entre le travail et l'éducation ont été centralisées sur la question de l'éducation et du développement. On cherchait toujours, au sein de cette relation, à identifier les capacités socialisatrices et les capacités à être développées dans l'école, nécessaires au mode de production capitaliste, visant à augmenter la productivité du travail, par l'insertion de contenus déterminés des

¹² Voir Gaudêncio Frigotto sur le thème dans **A produtividade da escola improdutiva: uma real relação entre educação e estrutura econômico-social e capitalista**. São Paulo, Cortez, 1984.

pratiques disciplinaires dans le processus éducatif. Cela a été la grande ère de la Théorie du Capitalisme Humain. De toute façon, le travail a toujours été la catégorie centrale.

Aujourd'hui, ce qu'on appelle les exemples de virtualité essaie de questionner cette centralité, oubliant, cependant, que tous les développements, de ce que l'on appelle la Société de l'Information, vont dans le sens d'augmenter (ou de récupérer) la productivité du système, restant totalement au service de l'accumulation du capital. En n'examinant pas ce problème, ils renforcent la vieille idéologie de ces économistes qui, au service du capital, essaient de voir comme facteurs productifs non seulement le travail, mais également les composantes du capital constant – machines, équipements, objets, *softs*, information. Or, on n'a pas encore découvert une forme où n'importe lequel de ces éléments puisse fonctionner sans adopter un facteur subjectif du processus de travail. L'apparente radicalité de ces théories sert à peine à masquer son caractère idéologique, au service de la préservation du système productiviste et de la subordination du travail aux intérêts de l'accumulation capitaliste. Alors que, dans les environnements académiques, on décrète la fin du travail, dans la pratique des relations de production on approfondit les mécanismes de subordination et d'exclusion sociale, qui explicitent, au contraire, la brutale centralité que le travail possède encore.

**Europa y la integración educomunicativa de los nuevos
servicios avanzados de información:
apuntes y tendencias de las políticas
culturales comunitarias**

*Francisco Sierra Caballero**
fsierra@cica.es

Con la implantación social de las nuevas tecnologías electrónicas, el desarrollo cultural y el conocimiento dependen, cada vez más, de las transformaciones y el impacto de los procesos de industrialización y desarrollo del mercado informativo, al tiempo que el desarrollo del proyecto Sociedad Global de la Información y la integración económica regional se ven crecientemente determinados por los recursos y estrategias “educomunicativas” en la formación de los usos sociales y las prácticas culturales específicas en torno a los sistemas y tecnologías electrónicas de procesamiento de datos.

La incidencia y posibilidades de la introducción de nuevos sistemas de información y comunicación en el sector educativo, por la convergencia de la informática, las telecomunicaciones y el audiovisual no han suscitado, sin embargo, en nuestro ámbito académico, el interés científico que cabría esperar, a la luz de las transformaciones culturales que se observan en el nuevo escenario mediático. Pese a jugar un rol determinante en las actuales tendencias de integración y globalización económica, la Comunicación Educativa es hoy un campo estratégico apenas explorado en su dimensión política. Omisión ésta más que significativa en un momento en el que, paradójicamente, las instituciones públicas y la mayoría de los agentes sociales de la Unión Europea coinciden en afirmar su compromiso y completa disposición a cooperar en la construcción de la Sociedad Global del Conocimiento, en defensa de una sociedad de la información democrática, diversa y accesible para todos, haciendo factible el mito de la “transparencia social pancomunicacionista”.

Al analizar las condiciones y desarrollo de las industrias europeas de la comunicación, así como las transformaciones del sistema educativo a propósito del proyecto de convergencia

* Universidad de Sevilla. Comunicación presentada en el I Congreso Ibérico de Comunicación. Facultad de Ciencias de la Comunicación de la Universidad de Málaga (7-9 de mayo, 2001).